

NOTE POUR LE HAUT CONSEIL DU DIALOGUE SOCIAL A PROPOS

DU BILAN DES LOIS DE 2008 ET DE 2010 RELATIVES A LA REPRESENTATION DES SALARIES

Nous tenons à saluer le travail de l'administration du travail, tout au long de la mise en place des éléments destinés à fixer la représentativité des organisations de salariés, tant au sein du Groupe de suivi Mars, que du Haut Conseil du dialogue social, ou des productions de textes permettant aux partenaires sociaux de prendre position en toute connaissance de cause.

Le défi était important, il a été relevé de belle manière. Même s'il continue à subsister des expressions de doutes sur tel ou tel scrutin, dans quelques entreprises. Qu'il nous soit permis, représentants d'une interprofession, celle des professions libérales, de nous étonner de l'âpreté de certains contentieux portant sur quelques voix ici ou là. Mais il est vrai que les petits ruisseaux font les grandes rivières.

Les entreprises libérales étant, à 90 % des entreprises de moins de 10 salariés, nous limiterons le champ de notre texte à des considérations générales, peu lourdes vis-à-vis du texte qui nous a été distribué lors de la réunion du HCDS du 6 Novembre 2013, dont il nous plaît de saluer la qualité, lorsqu'il évoque ce que nous pourrions appeler le cas général, pour nous centrer sur les élections TPE.

1) Le cas général des entreprises avec élections

La police a été faite vis-à-vis de la prétention de certaines organisations à participer aux scrutins organisés. Mais nous soutiendrons toujours la capacité des uns et des autres à faire valoir leurs prérogatives devant les Tribunaux de tous ordres.

Il nous semble cependant anachronique, voire folklorique, sinon contraire à l'unité du territoire national, que d'aucuns puissent se présenter au nom de régions qui, souvent, ne couvrent qu'un département. Il est vrai que, dans bien des cas, ledit département est aussi région. Cela a le douteux mérite de proposer des postes de présidences et autres, mais aussi de créer des emplois dont la réalité peine à être assurée.

Nous stigmatiserons, de la même manière, les conventions collectives que ne couvrent qu'un ou deux départements, pour une profession considérée, alors qu'existe une convention collective nationale, ou celles qui ne couvrent qu'une poignée de salariés, ou celles qui n'ont aucune existence concrète matérialisée par des accords.

A cet égard, il nous semble important que les commissions des opérations de vote soient mieux assurées dans leur composition, le quorum à retenir et leur mode de fonctionnement. La notion régionaliste étant, là aussi, posée.

2) Cas des élections dans les TPE

2-1 le taux de participation

Les élections de 2012 étaient une grande nouveauté dans les plus petites entreprises. Nouveauté si grande que le résultat de participation au scrutin, si l'on se réfère au taux de participation aux élections prud'homales, est un résultat intéressant. A fortiori dans les difficultés, notamment administratives, qui ont été rencontrées ici ou là. Et ceci malgré la bonne volonté des organisateurs.

2-2 Les modes de scrutin

2-2-1 Le vote physique, dans un centre dédié, reste à proscrire.

2-2-2 Le vote par correspondance est à maintenir. A la condition d'éliminer les scories qui ont été connues lors du 1^{er} scrutin.

Bien évidemment une instance judiciaire sera toujours possible pendant un certain temps et jusqu'au dernier moment. Mais le décalage, un peu plus haut dans le temps, des diverses opérations serait à même de diminuer un certain nombre de risques ;

2-2-3 Le vote par internet bénéficie d'une aura de modernité. Il faut le faciliter, tant depuis le domicile du salarié que depuis son entreprise. Tout ce qui le rendra le plus simple possible ira dans le sens d'une meilleure participation. Mais nous pensons, qu'encore pendant de nombreuses années, le vote par correspondance correspond à une réalité concrète.

2-3 La communication

Elle nous semble avoir été bien faite et avoir été de quelque impact. Mais les moyens octroyés ont-ils été suffisants ? Peut-être pas, mais on ne peut demander à l'Etat de tout financer sans limite.

Les organisations de salariés qui briguent les suffrages devront mieux s'investir directement. En pensant que les salariés des professions libérales ne sont sans doute pas identiques à ceux qu'ils ont l'habitude de rencontrer.

Les représentants des employeurs pourraient participer à un meilleur succès du scrutin. Pour le moment, ils en sont spectateurs. Alors que les organisations les plus représentatives des TPE

ont accepté totalement l'idée du scrutin dans leurs secteurs respectifs. Selon des moyens adéquats, ils devraient favoriser au moins la participation. Faut-il aller jusqu'à faciliter leur implication dans la campagne ?

2-4 Quelle assise pour l'élection ?

Nous avons soutenu et soutiendrons encore le scrutin sur sigle, par opposition au scrutin nominal. Nous observons d'ailleurs que pour les Conseils de Prud'hommes la répartition proposée par le ministre du travail irait dans ce sens

L'électorat potentiel au sein des entreprises libérales, et plus généralement dans les petites entreprises, est balkanisé. Même dans certaines professions à effectif salarié important, les salariés ne connaissent que quelques-uns de leurs homologues, dans une seule et même ville.

A fortiori dans les professions libérales dont l'effectif est forcément limité pour plusieurs raisons que nous ne détaillerons pas ici et, par exemple, du fait du nombre réduit de professionnels eux-mêmes dans certaines branches et d'entreprises libérales en conséquence.

Nous avons tout lieu de croire que, dans d'autres professions regroupant des TPE, le premier élément de réflexion ci-dessus (le fait que les salariés d'une même branche ne se connaissent généralement pas) est aussi vrai.

De plus, la proximité employeur-salarié dans ces entités, permet, au second, de tout connaître de la réalité économique de l'entreprise. Les rapports sont différents de ceux que l'on peut connaître dans des structures à effectif plus important.

Les courroies de transmission, telles les IRP ne sont plus autant nécessaires.

La sociologie et la psychologie militent, donc, pour le maintien du scrutin sur sigle. Il faudra du temps pour que la seule notion de scrutin soit réellement assimilée. Vouloir aller trop vite et trop fort sera contre-productif.

